

Le Souss ou la marginalité utile

Réseaux et configuration territoriale

Le Souss se positionne avec ambiguïté dans l'espace marocain. Pointe méridionale du « Maroc utile », il fonctionna tantôt comme une porte ouverte sur le Grand Sud, tantôt comme la limite du rayonnement politique marocain, relevant alors d'une marginalité plus ou moins affirmée selon les étapes de la formation du territoire national. Ce double héritage confère aujourd'hui à la région et à ses habitants une identité bien spécifique, à la fois en dehors et en dedans de l'espace social et politique marocain. Son poids dans l'économie agricole, dans le secteur touristique comme la participation de ses élites aux cercles de pouvoir marocains témoignent en faveur d'une intégration grandissante – et formelle ! – au Maroc contemporain. En revanche, son rattachement aux provinces rurales et enclavées du Drâa ou la nouvelle et récente ampleur prise par les revendications liées à l'amazighité rappellent la situation marginale du Souss et de ses habitants. Loin de s'opposer aujourd'hui, ces deux caractéristiques permettent de comprendre les modalités de rattachement de cette ancienne marge.

Présenter le Souss comme une marge du territoire marocain pourrait soulever quelques objections. D'abord parce que le Souss se trouve au centre géométrique d'un territoire très étendu en latitude depuis l'intégration des provinces du Sahara marocain (1), autrement appelées Sahara occidental. Pourtant, cette remarque ne tient guère si l'on considère que les relations centre-périphérie ne se réduisent pas à des rapports géométriques (Reynaud, 1981) ; que l'on pense à la faible centralité du Massif central ! En effet, et c'est ce que nous voudrions développer dans cet article, la marginalité est davantage un phénomène dynamique qui se marque par un positionnement partiellement en dehors d'aires d'influence, de réseaux et/ou de flux organisés autour d'un centre. La marge n'est donc pas totalement en dehors, ni tout à fait en dedans. L'ambiguïté de son positionnement provoque une forme d'hypertrophie de son caractère multiscalaire. Tous les espaces se caractérisent par une appartenance à différentes échelles, mais la marge, du moins telle qu'on l'observe dans le Souss, investit

Sabine Planel

IRD, Centre de
recherches de Bondy,
France
(sabine.planel@ird.fr)

(1) En 1956, lorsque le Maroc prend son indépendance du protectorat français, il revendique sa souveraineté sur l'ancienne province espagnole du Sahara occidental.

particulièrement les complémentarités et les opportunités liées à la diversité de ses recours territoriaux, puisqu'elle restreint (ou a restreint) ses relations au centre (Marrakchi, 2007). En partie dépourvue du relais de la centralité dans sa relation au local et au global, l'espace marginal développe une capacité d'articulation qui ne peut aujourd'hui laisser les centres indifférents. La marge devient donc utile.

On observe actuellement dans le Souss des formes organisationnelles très spécifiques (réseaux associatifs, coopératives agricoles) qui influencent les modalités de son rattachement à l'espace national. Très ancrés dans la plaine du Souss, les réseaux de coopération, de dépendance ou plus généralement d'association qui s'y développent s'ouvrent soit sur le territoire national, soit en direction de réseaux internationaux (filières d'exportation des produits de la pêche ou de l'agriculture, présence importante des ONG, pratiques des coopérations décentralisées). Ce double rattachement entretient l'ambiguïté de positionnement du Souss ; la présence des Soussis dans le *Makhzen* favorise l'intégration de la région au territoire national, mais son accès direct à l'international lui permet de court-circuiter les relais nationaux et renforce ainsi sa marginalité. Une marginalité qui n'a cependant plus rien à voir avec la position de confins que la région connaissait naguère, une marginalité utile, économiquement efficace, qui intéresse dès lors d'autres espaces et d'autres acteurs marocains.

Cette position d'équilibre entre les échelles nationale et internationale repose en partie sur un ancrage local revivifié par le « nouvel ordre politique » marocain. Il semblerait que les configurations organisationnelles de la société civile relèvent d'une structuration sociale et historique largement endogène, bien qu'apparentée à celle de l'aire culturelle berbère. A moins que ce « régionalisme » soit davantage la conséquence d'une revendication que le fruit d'un héritage. Quoiqu'il en soit, il est intéressant d'observer que la marginalité politique et économique de la région se réduit à mesure que se renforce une marginalité plus « culturelle ».

1. Qu'est-ce que le Souss ?

Qu'elles soient au centre ou à la périphérie d'un espace national, les régions évoluent. Leur positionnement n'est jamais figé, même si l'épaisseur du temps et la profondeur de l'espace marquent les pratiques sociales et finissent par conférer à la région une identité dominante, mais jamais exclusive (Frémont, 1976, Claval, 1993). La caractérisation d'un espace régional fait problème (Wackermann, 2001), de même que sa délimitation.

Le Souss, le Grand Souss et la région Souss-Massa-Drâa

Au sens réduit de son appellation toponymique, le Souss correspond au bassin versant du fleuve du même nom situé entre le Haut Atlas et l'Anti-Atlas. Encerclée par les contreforts montagneux, cette plaine dispose d'une

ouverture sur la façade atlantique, ouverture qui fut exploitée précocement. En 1505, les Portugais établirent un comptoir et une forteresse sur le site du bourg d'Agadir el Arba, au débouché de la plaine du Souss. Le Souss s'étend sur environ 10 % du territoire marocain et regroupe 10 % de la population nationale.

Deux fleuves, cependant, occupent le cirque montagneux formé par le Haut Atlas et l'Anti-Atlas : le Souss et le Massa. Les riverains du Massa appartiennent à la même aire culturelle que les Soussis. Ce n'est qu'à partir des contreforts méridionaux de l'Anti-Atlas, et vers Tiznit, que les populations schleuh se signalent par des particularismes culturels plus marqués. Les paysages du Souss et du Massa connaissent la même évolution : l'arganeraie, qui les distingue des autres régions agricoles du Maroc, cède peu à peu la place à de vastes étendues de cultures sous serre où l'on pratique un maraîchage intensif destiné à l'exportation. En un sens, l'évolution est encore plus marquée dans la plaine du Massa.

De même, les deux bassins versants ont partagé la même histoire et le même rayonnement culturel et politique depuis ce cœur arrosé. Au 17^e siècle, cet espace formait un ensemble culturellement et plus ou moins politiquement unifié avec les régions de l'Anti-Atlas et du Jbel Bani (à l'ouest du coude du Drâa), étendue qui correspond actuellement à la circonscription administrative de la région du Souss-Massa-Drâa. Occasionnellement, son rayonnement s'étendit jusqu'à Marrakech : ainsi au 17^e siècle, le roi du Souss devint roi de Marrakech.

Ce Grand Souss connu des évolutions internes similaires, et l'organisation de son espace fut marquée par un même phénomène de littoralisation du peuplement et des activités. Alors que la capitale du royaume du Souss se trouvait à Taroudannt, les Français choisirent le site d'Agadir pour y établir une capitale provinciale en 1913. Mais quels que furent les remaniements internes à cette région, la prééminence du Souss sur ce vaste ensemble ne disparut jamais.

La délimitation de cette aire régionale pose problème, puisque le Grand Souss se localise à partir de son centre – les plaines du Souss et du Massa – et de sa fonction économique. Il s'agit donc bien d'une région économique qui se caractérise par un dynamisme qualifié d'endogène. En considérant le Souss comme une région économique et non naturelle, nous l'apparentons au Grand Souss centré sur le Souss et le Massa.

Le Souss, pointe sud du Maroc utile, constitue une région très productive. La marginalité ne s'y retrouve que dans une certaine extraversion de son économie, principalement fondée sur l'exportation des produits maraîchers et sur le tourisme. Sur quelques secteurs de pointe (ceux retenus par le Plan Emergence (2)), l'économie soussie apparaît très modernisée, le secteur de l'agriculture maraîchère en constituant le meilleur exemple, tant du fait de la technicité de ses modes de production que de la qualité des politiques commerciales mises en œuvre localement.

(2) Programme de planification industrielle.

(3) Il s'agit ici de la région administrative, du fait de contraintes statistiques.

(4) Il s'agit d'une prééminence du tourisme littoral renforcée par le Plan Azur. Elle se marque récemment par la constitution de la nouvelle station balnéaire à quelques kilomètres au nord d'Agadir, sur le site de Taghazout. En comparaison, les efforts réalisés pour développer un tourisme intérieur sont faibles : un pays d'accueil touristique est ainsi en construction dans l'arrière-pays direct de Taghazout, d'autres projets sont en cours, mais les objectifs fixés à des niveaux de fréquentation d'un volume équivalent à 15 % de la fréquentation littoral semblent aujourd'hui hors d'atteinte.

(5) Délimité par le Plan Émergence.

La région (3) constitue ainsi le premier pôle touristique du Maroc ; il représente 20 % du PIB régional et 16 % des emplois régionaux. En dépit de la variété de l'offre touristique dans la région, la station balnéaire d'Agadir conserve la prééminence (4). L'agriculture génère 12 % du PIB régional et 16 % des emplois. Le Souss-Massa constitue la première zone primeuriste du Maroc, le maraîchage arrive en tête, suivi de l'agrumiculture : avec, par exemple, 95 % des exportations nationales de tomates et 50 % des exportations nationales d'oranges. L'agriculture dans cette région est moderne (sous serre) et extravertie (exportatrice). La région de Chtouka-Aït-Baha fut ainsi la première région marocaine à posséder une bourse des primeurs. Le rayonnement agricole du Souss s'observe également au niveau national, où la région assure 43 % de la production nationale d'agrumes et 65 % de la production de primeurs.

Un secteur industriel marqué par une forte présence de PMI spécialisées dans l'agroalimentaire, notamment dans la ville d'Agadir, et un secteur de la pêche dynamique participent également à la diversification économique de la région. Le pôle du Grand Agadir (5) génère ainsi 39 % du PIB régional, et 28 % de l'emploi régional (90 % s'il l'on prend uniquement en compte l'emploi industriel).

D'importants contrastes socio-économiques marquent l'organisation du Souss et distinguent les régions du Massa de celles de Taroudannt, qui apparaissent de plus en plus comme un *hinterland*. La province de Chtouka-Aït-Baha (Massa) constitue le deuxième bassin d'emploi de la région et recrute aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région. Du fait de ses activités principalement, le Massa semble plus soussi que le Souss. Ce contraste entre les régions intérieures et littorales est encore plus marqué si l'on prend en compte la totalité de la région administrative : Grand Souss et Drâa. La région administrative du Souss-Massa-Drâa voit ses performances productives nettement diminuées par la présence en son sein des espaces pauvres, ruraux et enclavés du Drâa (provinces de Ouarzazate et Zagora). En dépit des parentés historiques et culturelles, le contraste socio-économique entre les deux espaces est fort. La province de Zagora se caractérise par un niveau général de pauvreté et de sous-équipement important. Si celle de Ouarzazate peut apparaître mieux dotée que sa voisine, l'essentiel de ce dynamisme provient de soutiens extérieurs : les projets royaux y sont nombreux, et les ONG soutiennent largement un dynamisme local qui peine à prendre son essor. La province montre ainsi l'exemple en matière de gouvernance locale : presque toutes les communes disposent d'un Plan de développement économique et social à la suite d'une expérience-pilote conduite par l'UNICEF.

Un confin berbère

Historiquement, le Souss fut tantôt en dehors, tantôt en dedans de l'emprise du Makhzen, il fut néanmoins toujours sous son contrôle

administratif par la présence des potentats locaux (caïds, kébirs et autres représentants du pouvoir central). Comme toutes les marges de l'empire, son basculement dans le Maroc se faisait autour de rapports de force évolutifs entre les tribus locales et le palais (Ennaji, Pascon, 1988). En dehors, le Souss était une province rebelle et agitée, en dedans, elle put être l'une des plus paisibles et des plus prospères du royaume.

Comme d'autres marges également, cet espace entretient une filiation ambiguë avec le Makhzen du sultan. Deux maisons autochtones se partagent l'autorité sur le Souss, celle du Tazeroualt et celle du Tafilalt, et leur liens avec le sultan varient. Pour évoquer brièvement la complexité de cette région qui fonctionna à la fois comme un confin et comme un berceau dynastique, retenons simplement qu'au 17^e siècle le prince Moulay Zidane, le roi du Souss, n'est autre que le fils du sultan saâdien Ahmed el Mansour (1578-1603), il fut appelé dans le Souss par les tribus locales et reçut le soutien d'un grand Saint local, Sidi Abdallah Ou Mbark, de l'oasis d'Aqqa (SE de Tafraout).

Cette remarque doit nous permettre de nuancer l'opposition simpliste que nous avons posée entre les régions centrales (*blad al makhzen*) et les régions périphériques (*blad al siba*), dans un royaume où les situations de marginalité sont complexes. Elles s'expriment tantôt du point de vue familial, les confédérations de tribus ne partageant pas toujours une même obéissance politique et/ou religieuse dans un même ensemble régional, tantôt d'un point de vue chronologique ; une même famille, ou branche familiale, pouvant appartenir au *makhzen* sur une génération et ne plus y appartenir à la génération suivante. L'ensemble de ces positionnements s'inscrivent dans l'espace et participent de ses recompositions.

L'ambivalence de cette situation périphérique s'observe encore aujourd'hui dans le positionnement politique et social de la région, notamment à travers l'existence d'organisation associatives et politiques spécifiques. *Iligh* constitue un réseau associatif regroupant environ 300 associations de développement local de profils divers. Constituée sous Hassan II, cette association politique devait faciliter la coordination entre l'Etat central et les populations du Souss. Depuis les années 90, ce rôle d'interface s'est étendu à l'ensemble des acteurs du développement local (ADL et ONG). L'association initiale s'est constituée en réseau associatif et son action s'est peu à peu étendue aux régions du Drâa, à mesure que le Souss rayonnait dans cette direction à la faveur des recompositions administratives régionales.

Comme son nom l'indique, l'association se caractérise par une position complexe dans la structuration socio-politique du territoire marocain. Le royaume d'Iligh constituait un ancien Etat satellite du royaume chérifien qui permit aux sultans d'étendre leur influence en direction des espaces méridionaux (Pascon, 1984). Son histoire fut marquée par l'apreté de sa résistance à l'Etat chérifien tout autant que par la force des liens

dynastiques qui les unissaient. Aujourd'hui encore, le réseau constitue un nouveau relais makhzien mais se distingue par une activité de lobbying régional intense et relativement originale dans la configuration actuelle de la société civile marocaine, dont le développement reste faible.

Les membres du bureau de direction du réseau sont tous des notables du Souss, reconnus localement et nationalement, du fait de leur situation dans des organes d'action ou de décision nationaux : l'actuel président est un homme d'affaire ayant appartenu au ministère de l'Habitat, le président délégué, un secrétaire au Haut Commissariat au Plan, les vices-présidents appartiennent à la chambre de commerce ou à la municipalité d'Agadir... Tous, par leurs positions professionnelle et sociale sont en mesure d'exercer une activité de lobbying auprès des différentes administrations.

Les autorités et autres acteurs locaux conscients des opportunités offertes par cette interface d'un nouveau type sollicitent régulièrement le réseau afin de solutionner des problèmes locaux : accélération de procédures administratives ou recours en cas de litige. Cette fonction de recours permise par le réseau correspond bien à une pratique de contournement des relations centre-périphérie qui structurent également l'ensemble du territoire national. Ici la position marginale du Souss se retrouve dans sa capacité à ajouter un pôle nouveau (le réseau) dans des relations en théorie bilatérales (descendantes et ascendantes) qui marquent les relations centre-périphérie dans le cadre d'un territoire national. Dans cette triangulation des rapports de force, les grilles de lecture binaires ne fonctionnent plus, et les situations locales dévoilent alors toute leur complexité. Dernièrement, le *caïd* de la commune rurale d'Imi Mqourn (Province de Chtouka Aït Baha) fut contacté par les habitants d'un *douar* à qui le président de commune refusait la construction d'une citerne (6) décidée lors d'un précédent conseil communal. Le *caïd*, après un recours administratif auprès du gouverneur, saisit alors le secrétariat d'Iligh afin d'accélérer la procédure de recours et de faire pression sur le président de commune en question. Les relations que le réseau entretient avec les autorités locales élues et les représentants de l'Etat déconcentré (*caïd*) sont complexes. Que représente Iligh dans ce cas de figure ? Une force locale, centrale ou décentralisée ? Cette confusion des repères quand les forces centrifuges et centripètes se confondent nous semble tout à fait caractéristique d'une situation de marginalité.

Les structures telles Iligh sont encore rares, elles constituent un vecteur décisionnel renouvelé qui exploite des solidarités territoriales formalisées dans le cadre d'une structure associative ou dans n'importe quelle autre organisation émanant de la société civile (7). Cette structure renouvelle entretient et surtout promeut une solidarité soussie, dont il importe peu qu'elle soit effectivement ancienne et qu'elle constitue comme beaucoup le revendiquent le terreau d'un certain dynamisme local. La part que l'héritage sociétal joue dans la réussite et l'existence de ces solidarités locales est sans doute importante mais non exclusive.

(6) Au motif qu'entre temps ils avaient mal voté lors des élections législatives.

(7) Au niveau individuel, les doubles proximités locales et nationales existent depuis longtemps et soutiennent la cohésion nationale, tout en l'alimentant de plus en plus difficilement dans un contexte de démocratisation des sociétés. Le parcours et la récente nomination de l'homme d'affaire, président du conseil régional de la région Souss-Massa-Drâa, Aziz Akhenouch, au ministère de l'Agriculture en témoigne assez explicitement.

Le facteur culturel joue certes un rôle dans la position marginale du Souss, mais les relations que la culture soussie entretient avec l'identité berbère sont complexes et évolutives et brouillent la spécificité soussie. Aujourd'hui, dans l'ensemble du royaume, l'identité berbère connaît une nouvelle phase de construction favorable au redéploiement d'une culture soussie. L'amazighité est un mouvement qui se développe et dont les revendications augmentent (Gallaoui, 2007). En inaugurant l'IRCAM – Institut royal de la culture amazighe – Mohammed VI reconnaît cette culture dans le cadre national (8). Les festivals berbères se multiplient et permettent au Souss de tirer partie de sa marginalité culturelle : le festival Timitar d'Agadir a aujourd'hui une portée nationale évidente.

Longtemps l'amazighité des populations a constitué dans le royaume marocain un facteur de marginalisation important, d'autant plus facilement que ce trait ethnique ou culturel était lié à la ruralité des habitants : les populations berbères demeurent rurales à 60 %, alors que la moyenne nationale (tous groupes confondus) ne l'est qu'à 44 %. La caricature qui oppose des villes arabes à des campagnes berbères a longtemps marqué les esprits et a entretenu la spécificité soussie.

Les spécificités culturelles soussies ne se limitent pourtant pas à leur amazighité. Tous reconnaissent au Maroc l'existence d'une solidarité soussie et la présence d'un esprit d'entreprise particulier (notion d'« Aït-débrouille »). Ces représentations, que l'on retrouve à peu de choses près pour décrire les milieux d'affaires fassis, sont constitués d'héritages divers : l'historien Paul Pascon a ainsi insisté dans son étude de la dynastie chérifienne du Souss sur la combinaison entre le rôle mystico-religieux du chérifisme et l'accumulation de la puissance matérielle (Pascon, 1984).

Ces représentations ne témoignent d'une réalité régionale que dans la mesure où elles orientent les pratiques et les actions des acteurs concernés. La question d'une spécificité de la configuration socio-économique du Souss doit donc être abordée dans une dimension historique. Ainsi, le développement des réseaux de solidarité qui fait la spécificité organisationnelle de cette région rencontre-t-elle actuellement au Maroc une dynamique de rééquilibrage politique ou, plus modestement, de décentralisation favorable à son extension. La constitution d'Illigh témoigne explicitement d'une volonté centrale de constituer de nouveaux relais, ou lieux d'interface locaux, de même que l'encouragement à la constitution des associations de développement local et des coopératives participe d'un effort descendant de construction ou de réveil des pouvoirs locaux.

A la faveur de la récente reconnaissance de la culture amazighe et de l'évolution des relations interculturelles au Maroc, le fond culturel amazighe/soussi est un vivier que les populations du Souss parviennent à exploiter (Metalsi, 2007). D'abord, mais dans une moindre mesure, par la valorisation d'un patrimoine architectural et artisanal destiné à diversifier l'offre touristique régionale, mais plus encore par le développement de

(8) L'AMDH a également déposé une demande récente pour reconnaissance officielle de l'amazighe dans la Constitution, afin de lutter contre la discrimination dont étaient victimes les Berbères.

configurations organisationnelles et un attachement au territoire/terroir marqué qui soutiennent un développement économique en essor.

2. Quel(s) usage(s) faire de la marginalité ?

Nous l'avons vu, les facteurs de marginalisation sont pluriels. Nous voudrions en retenir deux dans cette partie – la distance et la culture – afin d'observer la variété des traitements dont ils font l'objet par les différents acteurs du développement, et quel(s) usage(s) ces acteurs peuvent tirer de configurations socio-spatiales marginales.

Une région éloignée du centre

Dans la configuration politico-territoriale du Maroc, la marginalité a pu être un atout lorsque l'Etat central se comportait comme une puissance prédatrice, moins quand il endossait les responsabilités d'un Etat développeur, comme il le fit à partir des années 30. La position de marginalité, voire de relégation, qui fut la sienne un temps, permit au Soussi de construire des relais, des relations qui lui étaient propres et qui ne transitaient pas nécessairement par la capitale. Dans une même logique, les relations qui se construisirent plus ou moins tardivement avec la capitale témoignent de modalités spécifiques.

Aujourd'hui la distance qui sépare le Souss de la région centrale (9) est traitée différemment au niveau local ou national. Le centre est désormais préoccupé par la volonté de raccourcir les distances avec cette périphérie devenue utile, parce que productive. La réalisation d'un tronçon autoroutier devant relier Agadir à Marrakech, pourtant décidée par Hassan II ne fut véritablement engagée qu'en 2004, quand furent débloqués les fonds supplémentaires nécessaires (10). Les travaux commencèrent en 2006, et le tronçon devrait être opérationnel en 2009. Le contexte géopolitique a évolué : aujourd'hui, l'ouverture de la région sur le reste du territoire national ainsi que sa situation de passage vers les provinces du Sud font de l'articulation d'Agadir au reste du réseau national de transports une priorité du royaume. Les efforts et investissements de l'Etat vont dans ce sens : la direction régionale de l'Équipement travaille donc à l'élargissement de la nationale doublant la future autoroute.

Localement, l'effort d'équipement et de désenclavement est bien relayé, mais il ne suppose pas nécessairement un passage par le centre. Il se caractérise d'une double manière : l'amélioration du réseau routier intérieur à la région, et notamment rural, et le développement des capacités aéroportuaires de la région administrative. L'ensemble des acteurs locaux participent activement au cofinancement des travaux d'aménagement du réseau routier rural, notamment dans le cadre du PNRR2 : les ADL plus ou moins aidées par l'argent de l'émigration soutiennent les dépenses communales, et le Conseil régional finance la voie rapide qui relie Agadir à Taroudannt. Le réseau routier

(9) Zone métropolitaine qui s'étend de Casablanca à Rabat et dont l'attractivité ne cesse de se renforcer.

(10) En juin 2004, une convention était signée entre la Société des Autoroutes du Maroc (ADM) et le Fonds Hassan II de développement économique et social.

rural de la province de Chtouka-Aït-Baha est ainsi presque achevé à l'exception de quelques communes rurales encore enclavées. De même, les taux d'équipement en routes rurales ou électricité sont assez élevés dans le Souss (80 % et plus), le désengagement financier de l'Etat ne constituant pas dans la région un obstacle majeur à la réalisation des investissements.

Dotée d'un aéroport international à Agadir, le Souss constitue une région éloignée du centre, assez bien équipée mais non enclavée. Si, il y a peu, les Soussis pouvaient faire l'économie d'un passage par la métropole marocaine, aujourd'hui il semblerait que l'ouverture de la région se joue également à cette échelle, et pas uniquement au niveau international, du fait de la métropolisation grandissante de la région centrale.

De la *touiza* à la coopérative, formalisation des institutions traditionnelles

Nous voudrions envisager dans cette partie l'hypothèse soutenue par K. Askour (2007) dans une thèse de doctorat en sciences économiques qui suppose que l'importance et le succès des organisations coopératives dans le Souss, et notamment dans le secteur agro-alimentaire, s'expliqueraient par un héritage sociétal spécifique favorisant ce type d'institution. Les formes traditionnelles d'entraide se seraient converties en des formes plus modernes de coopération institutionnalisées.

Les pratiques traditionnelles d'entraide et de coopération sont une constante du monde rural. Le *tadâ* et le *ljmaât* (ou *l'anfalîs*) représentent des institutions socio-économiques berbères du Souss et du Moyen-Atlas. Ces systèmes basés sur la complémentarité des terroirs et la solidarité des groupes sociaux se retrouvent également dans le monde arabe. La *touiza* désigne ainsi un système de solidarité et de coopération collective entre tous les membres de la tribu amazighe, il prend des dénominations différentes selon qu'il se charge de la gestion des pâturages et du gardiennage des troupeaux, des greniers, de l'eau, de l'organisation des récoltes... et de toutes autres activités qui engagent la totalité de la communauté. De fait, comment expliquer qu'elles perdureraient davantage dans le Souss qu'ailleurs ?

Aujourd'hui, la région du Souss-Massa-Drâa est celle qui possède le plus grand nombre de coopératives agricoles au Maroc, devant les régions de Doukkala et de l'Oriental : soit 535 coopératives et deux unions de coopératives (Askour, 2007). Surtout présentes dans la province d'Agadir, les coopératives sont moins nombreuses dans les autres provinces, y compris dans celle de Chtouka-Aït-Baha. Elles travaillent à 90 % dans le secteur agricole (arganeraie, élevage, laiterie), constituent des unités de taille variable (entre 30 et 700 employés) et représentent des agents économiques compétitifs pleinement engagés dans la modernisation de leur processus de fabrication et de commercialisation.

La COPAG, la première centrale laitière du Maroc, illustre bien le succès rencontré par certaines de ces coopératives. Basée à Taroudannt, l'entreprise

a été fondée en 1987 par 39 agriculteurs, elle compte aujourd'hui 165 adhérents (dont 60 coopératives, soit un total de 10 500 producteurs). Son capital s'élève à 1,4 million de dirhams et elle emploie 2 500 personnes. Cette centrale laitière opère une diversification de ses activités (des productions végétales à l'agro-alimentaire) et maîtrise en partie ses procédés de distribution : les produits de la marque *Jaouda* sont présents dans la grande distribution au niveau national.

Comment expliquer le développement de ces structures ? Faut-il y voir un mouvement spontané et endogène au Souss ? L'hypothèse nous semble peu probable tant ce phénomène rencontre des dynamiques nationales et internationales convergentes. La libéralisation des exportations en 1987 ainsi que le mouvement de décentralisation et de renforcement des pouvoirs locaux, largement éradiqués par le Protectorat, participent pleinement de cette réorganisation du secteur agricole dans le Souss. La reconnaissance des mutuelles agricoles est ancienne : elle fut promue par un dahir royal de 1919. En 1962, l'ODCO (Office du développement et de la coopération) fut créé afin de renforcer l'économie sociale et de réveiller les structures traditionnelles. Le mouvement de création des coopératives s'accéléra sensiblement à partir de 2000, sans doute à la faveur d'un mouvement de structuration de la société civile dépassant largement le contexte soussi. Un même mouvement de structuration des sociétés locales s'observa nationalement à travers la création des associations locales de développement (ADL), qui remplacent depuis 1959 les *j'maa* traditionnelles.

La conversion des institutions traditionnelles en organisations modernes, reconnues et organisées par la loi, est donc bien un phénomène commun à l'ensemble du Maroc et ayant pour fonction d'asseoir le processus de décentralisation. Mais dans le Souss, cette dynamique s'ancre mieux qu'ailleurs. Le mouvement coopératif est ancien, les plus anciennes coopératives datent de la fin des années 60, et les ADL y sont nombreuses, environ 4 000, toutes tailles confondues. Elles bénéficient certes d'une structuration sociale favorable à ce type de regroupement. Une structuration qui témoigne selon nous tout autant d'un processus de réinvention actuel que d'un héritage de la tradition que partage l'ensemble des groupes sociaux, notamment ruraux, du royaume marocain. La mobilisation des représentations culturelles et leur inscription dans de nouvelles formes organisationnelles résultent d'une double convergence : des mouvements descendants de réveil et de structuration des pouvoirs et des identités locales ainsi que les opportunités offertes par une position marginale dans un contexte de mondialisation affirmée et encouragée.

3. Utilité économique et intégration territoriale

Les spécificités de l'espace et de la société soussis sont bien réelles. Elles s'expliquent davantage par les opportunités qu'offre une position de marge

dans une économie mondialisée que par un profil culturel jugé favorable à « l'esprit d'entreprise » ou aux solidarités locales. Dans la triangulation des forces qui animent le jeu territorial des marges plus fortement que dans d'autres régions – et dans des phénomènes de relégation qui les obligent à renforcer, voire à construire des positions de contact avec l'extérieur – les marges peuvent bénéficier d'une position avantageuse dans des échanges mondialisés et décentralisés. A condition, toutefois, que le contexte national n'y fasse pas opposition, ce qui n'est nullement le cas de l'Etat marocain qui cherche au contraire à ouvrir son espace national.

Cette position de marge caractérise les formes et les modalités d'articulation et d'intégration du Souss au reste du territoire marocain. Deux mouvements guident cette intégration territoriale : le premier, davantage porté, mais non exclusivement, par des acteurs centraux, consiste à vouloir récupérer et encourager le dynamisme local, notamment dans ses dimensions productives. Le second, plutôt local, ou du moins localisé, cherche à l'étranger des financements qui font défaut au niveau national, plus encore depuis que l'Etat marocain se désengage financièrement de l'action locale.

La mise en réseau constitue un mode d'articulation des régions de plus en plus efficient dans un espace mondialisé (Illeris, Jackson, 1990), et le Souss ne semble pas échapper à cette dynamique. Aussi nous pensons qu'il faut voir dans ce recours privilégié à des formes organisationnelles souples une conséquence de la mondialisation davantage qu'une spécificité culturelle, soussie ou même marocaine.

La captation des sources externes de financement

La marginalité de la région a renforcé son autonomie et le développement de relais extranationaux permettant l'accès à des financements internationaux. Cette capacité intéresse aujourd'hui le centre. Différentes structures témoignent dans le Souss de la proximité de bailleurs de fonds internationaux : les ONG, la coopération décentralisée ou les migrants de retour et Marocains résidant à l'étranger.

La présence dans le Souss d'ONG internationales explique largement le développement et la structuration du tissu associatif local. En un sens, elle participe à sa constitution. Impliquées dans des programmes de renforcement de capacités, de bonne gouvernance tout autant que dans le co-financement d'actions locales, ces ONG (11) organisent et restructurent le mouvement associatif. Le rôle de la GTZ dans l'Arganeraie est exemplaire de l'incidence des structures et politiques internationales sur le développement local. Présente au Maroc depuis 1999, la GTZ est aujourd'hui très active dans le Souss, à la fois sur des projets de renforcement de capacité et de préservation du milieu naturel (eau et arganeraie) : la mise en place du réseau associatif RARBA doit beaucoup aux programmes de formation organisés par la GTZ. En 1992, une association de développement local

(11) Principalement GTZ et USAID.

se constitue à Oulet Teïma ; en 1996, pour obtenir une meilleure visibilité vis-à-vis des bailleurs de fonds et pour réduire la concurrence entre les associations voisines, elle fédère d'autres associations des environs. Son responsable assiste en 1999 à une formation sur l'approche participative délivrée par la GTZ, un an après que l'arganeraie ait été classée « réserve de biodiversité » par l'UNESCO. Rapidement, les associations d'Oulet Teïma obtiennent de petits projets de renforcement de capacités. En 2002, pour atteindre une masse critique plus importante, le réseau RARBA est constitué sur les principes de l'approche participative ; il maintient de nombreuses opérations de collaborations avec la GTZ. Par les financements et la formalisation institutionnelle qu'elles produisent, les ONG internationales constituent les solidarités locales par le biais des ONG locales.

De même, les financements et les idéaux portés par les migrants de retour ou les Marocains résidant à l'étranger revitalisent à un niveau plus local encore les solidarités villageoises. Le Souss est depuis longtemps une terre d'émigration ; l'exode rural est significatif et ancien en zone de montagne mais jadis il s'orientait vers les villes marocaines : Agadir, Casablanca ou Rabat. Aujourd'hui, la nouvelle ampleur des mouvements migratoires, notamment tournée vers l'Europe, se lit dans l'organisation du milieu local (12). Les initiatives individuelles sont nombreuses et participent davantage à l'évolution de la société locale et à une certaine prise de conscience et d'engagement dans des actions normées de développement local qu'au financement proprement dit de ces mêmes actions. Par la création d'associations villageoises, d'associations de développement local et autres ONG locales, les populations du Souss accèdent à un nouveau statut institutionnel et deviennent des interlocuteurs privilégiés des instances nationales chargées du développement économique et social. Leurs relations avec le centre s'en trouvent considérablement modifiées.

Cette convergence des apports extérieurs et leur impact sur la structuration du milieu local produisent des effets de rentabilité intéressants. A mesure que les efforts se concentrent dans le Souss, les partenariats s'enrichissent et les bailleurs de fonds exploitent la diversité des acteurs locaux. Ainsi, la coopération décentralisée s'appuie sur la richesse du tissu local préexistant et le soutient tout à la fois. La région du Souss-Massa-Drâa est engagée dans des programmes de coopération décentralisée avec différents partenaires : principalement la France (Aquitaine, Hérault, Hauts-de-Seine) depuis 2003-2004 mais aussi les îles Canaries depuis 1994 ou la Tunisie. Désormais, principalement engagée dans des opérations au niveau régional et sur la ville d'Agadir, la coopération décentralisée avec l'Aquitaine a su utiliser les ressources organisationnelles offertes par le Souss. En 2003, une action visant à la mise en place d'un dispositif de formation par alternance des jeunes ruraux de la vallée du Souss a été conduite en partenariat avec des lycées agricoles et la COPAG. En 2005, c'est avec l'APEFEL (13) et l'Institut agricole Hassan II d'Agadir que la région

(12) Voir l'exemple de l'association « Migrations et développement », développé par Nadia Bentaleb dans l'article « Développement local et aménagement du territoire dans le Souss marocain ».

(13) Association des producteurs et exportateurs de fruits et Légumes, son siège est basé à Casablanca mais sa représentation est forte dans le Souss.

Aquitaine a entamé une action de renforcement de la filière agricole des fruits et légumes.

Les interactions qui naissent de ces formes multi-scalaires d'investissement financier et technique ont un impact sur le jeu territorial local et influencent surtout les relations que cette marge entretient avec son centre, les modalités de son intégration au territoire marocain.

A la rencontre des dynamiques locales et nationales

Considérer la marginalité du Souss du point de vue des dynamiques d'exclusion, de relégation ou d'enclavement est désormais chose impossible, tant l'on observe une convergence des intérêts et des dynamiques locaux et nationaux dans cette région. A mesure que le Souss et ses habitants se forment aux nouvelles normes du développement international et à mesure que le centre souhaite engager un nouveau dialogue avec ses régions, une nouvelle communauté de langage rapproche ces deux échelles qui fait fi des anciens cloisonnements. Sur la voie d'un nouveau partenariat, le centre et le Souss exploitent les intérêts réciproques de cette collaboration. A travers les quelques exemples que nous présentons, il nous semble intéressant de montrer en quoi le positionnement marginal du Souss permet, dans le contexte d'ouverture nationale, la complexification du jeu des acteurs et sans doute l'enrichissement du jeu territorial.

Les programmes nationaux de développements économiques et sociaux captent le dynamisme local soussi et cherchent à utiliser la qualité de structuration du milieu local. Pour exemple, la formation des caïds à la fonction de coordinateurs locaux de l'INDH (14) fut assurée par le RARBA, actuellement en demande de financement auprès de la GTZ pour un stage sur le montage de projet dans le cadre de l'INDH ! Ici, le milieu local fait le lien entre les niveaux nationaux et globaux. Région de plus en plus mondialisée, le Souss se nourrit de la confrontation des échelles et des enjeux de développement (Scott, 2001). En conséquence, les associations du Souss mieux formées à l'ingénierie de projet que les autres associations marocaines sont mieux à même de capter les ressources proposées par l'Etat marocain. Il y a peu, plus de 80 % des budgets nationaux octroyés par l'ADS pour financer des projets de développement local étaient attribués à des associations soussies ; les seules qui déposaient des réponses adéquates aux appels d'offre de l'ADS.

L'investissement technique opéré par les ONG internationales semble donc avoir un impact déterminant dans le nouveau positionnement du Souss. L'investissement financier joue également en facilitant l'investissement public marocain. Depuis le désengagement financier partiel de l'Etat dans les grands programmes d'équipement, les communautés locales doivent participer à un quart du financement des opérations d'équipement public. Les zones solvables, en partie du fait d'un apport financier extérieur, sont alors plus souvent ciblées.

(14) Initiative nationale pour le développement humain.

Enfin, l'Etat récupère et intègre les nouvelles modalités de développement portées par la société civile, dans le Souss comme ailleurs. La création en 2002 du secrétariat d'Etat auprès du ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse, chargé de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle formalise ainsi un mode de scolarisation souple adapté aux contraintes de la vie villageoise, fréquemment mis en place par des ONG à destination des populations rurales.

Ces interactions favorisent le rayonnement national du Souss à travers quelques-unes de ses structures. Le mouvement amazighe fonctionne comme un levier culturel qui permet à Iligh de sortir du Souss pour entrer en contact avec des associations de développement rifaines. Et l'espace productif soussi, notamment maraîcher, attire des groupes nationaux (15) qui louent les terres du Souss.

(15) Delassus
(Casablanca), Armora
(Skhirat).

Conclusion : le Souss : ni en dedans, ni en dehors, au contact

La position spécifique que le Souss occupe aujourd'hui dans l'espace national marocain (espace économique, culturel, politique et géographique) lui permet de valoriser pleinement une situation de contact. Contacts avec le monde, par une façade littorale et des échanges avec l'extérieur depuis longtemps développés, et contacts avec l'espace national marocain dans lequel il fut à la fois en dehors et en dedans.

Ce positionnement se caractérise par une complexification du jeu local, davantage animé qu'ailleurs sur le territoire national, par des dynamiques internationales. Cette structuration triangulaire constitue bien l'héritage d'une position marginale de relégation et/ou d'exclusion qui caractérise les espaces marginaux. Il apparaît néanmoins que les nouvelles logiques de la mondialisation peuvent permettre une bonne valorisation de ces configurations marginales. C'est du moins la leçon que nous enseigne la région du Souss.

Aujourd'hui considérées comme utiles, les dynamiques de marge spatiale ne s'apparentent plus à des démarches de marginalisation. Pourtant, une dynamique duale anime toujours le jeu local des espaces marginaux. Les forces contradictoires et simultanées des relations centre-périphéries continuent d'opérer dans un espace qui, en changeant de contexte – en s'ouvrant sur l'extérieur dans le cas soussi – exploite autrement ce jeu dynamique. La marginalité, dans ses effets négatifs comme positifs, ne dure qu'un temps. Aujourd'hui, dans le Souss, les dynamiques d'intégration, d'appartenance à l'espace marocain, voire de récupération d'un dynamisme local semblent prendre le pas sur les dynamiques d'exclusion, de relégation, voire même de contournement.

Le retournement d'une situation de marginalité s'opère donc à la faveur d'un changement du contexte, mais il n'est rendu possible que par l'existence d'une caractéristique spatiale spécifique. Dans le cas du Souss, cette caractéristique semble beaucoup plus géopolitique que culturelle. La position de contact

et la situation frontalière exploitée en position de carrefour expliquent davantage l'évolution du Souss qu'un quelconque déterminisme culturel. Il demeure, dans le cas qui nous occupe, que la culture locale et les valeurs de solidarité sociale qu'elle véhicule constituent un levier d'action et de mobilisation collective efficace, tacitement plébiscité.

Références bibliographiques

- Askour K. (2008), « Les réseaux de coopération productive au Maroc : le cas de la filière agro-alimentaire », thèse de doctorat en sciences économiques, Université Mohammed V-Agdal, Rabat, 225 p.
- Bentaleb N. (2005), « Développement local et aménagement du territoire dans le Souss marocain », <http://www.iemed.org/cd1/documents>
- Claval P. (1993), *Initiation à la géographie régionale*, Nathan, Paris.
- Ennaji M., Pascon P. (1988), *le Makhzen et le Sous Al-Aqsa*, Paris, CNRS
- Fremont A. (1976), *la Région, espace vécu*, PUF Paris.
- Gallaoui M. (2007), *le Maroc politique à l'aube du troisième millénaire (1990-2006)*, Casablanca, 236 p.
- Illeris S., Jackson L. (1990), *Network and Regional Development*, Nord Refo, Copenhague.
- Marrakchi M. (2007), *Marginalisation et exclusion : récentes tendances à travers le modèle centre-périphérie*, ed. Slaiki Frères, Tanger, 201 p.
- Metalsi M. (2007), « Etat de la culture amazigh après 50 ans d'indépendance », *50 ans de développement humain au Maroc. Perspectives pour 2025*, <http://www.rdh50.ma>
- Pascon P. (1984), *la Maison d'Illigh et l'histoire sociale du Tazerwalt*, éd. Smer, Rabat, 223 p.
- Reynaud A. (1981), *Société, espace et justice*, Paris.
- Scott A.J. (2001), *les Régions et l'économie mondiale*, l'Harmattan, coll. "Théorie sociale du contemporaine", Paris.
- Wackermann G. (2001), *Géographie régionale*, Ellipses, coll. "Université", Paris, 239 p.